

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

10 000 «followers » ont annoncé leur soutien à la contre manif des foulards rouges de Macron, dit le commentateur. De toute évidence, il y eut une marge entre « j'aime » et « je marche ». Après les températures ressenties à la météo, le ressenti virtuel des manifs ?

Agenda militant

22 février

Pour préparer le 150^e anniversaire de la commune de paris
[Assemblée générale de l'association Faisons vivre la Commune !](#)
 Vendredi 22 février 2019
 de 19 h 30 à 22 h.
 Maison de la Vie associative et citoyenne - Adresse : 18, rue Ramus
 75020 Paris M° Gambetta

8 mars

[En grève pour l'égalité](#)

15-16 mars

Prochaines mobilisations pour le climat

23 mars

Se fédérer pour l'émancipation
 Quelle démocratie ?
 Suite du 19 janvier
 Bourse du travail,
 rue du Château d'eau,
 Salle André Tollet M° République

Secousse sismique

La mondialisation souvent utilisée comme obstacle aux transformations révolutionnaires, est-elle en train de changer de camp ? Gilets Jaunes et comme un écho : USA, Albanie, Belgique, Angleterre, Grèce, Hollande, Hongrie, Pologne, Portugal, Serbie, Tchéquie, des régions d'Allemagne, Espagne. Tous rejettent l'injustice sociale, l'autoritarisme qui empêche de maîtriser son sort et le mépris subi.

Ils expriment la fin de la crédibilité d'un système qui a failli. Bonnets Rouges-avec des ambivalences-, Climat, Mouvement des femmes, marches de chômeurs, soutien aux migrants, Nuit Debout, Gilets Jaunes, autant de mouvements qui surgissent, non pas de nulle part mais en dehors des structures leur préexistant. C'est le refus des intermédiaires qui parlent et pensent au nom des intéressés mais aussi à leur place. C'est un tournant politique. Monsieur et Madame n'importe qui deviennent qualifiés pour être les principaux acteurs politiques.

On ne peut prévoir ce que cela deviendra. Le mouvement se construit en avançant. L'Appel de Commercy met en cause les 500 plus grosses fortunes de France. La journée du 5 février a montré les possibilités qu'un tel mouvement devienne celui de tous. La réaction des milieux du Capital est un indicateur sérieux. L'inquiétude la caractérise. De Christine Lagarde à Larry Fink (le plus gros actionnaire du monde) le leitmotiv est : nous ne pouvons pas continuer à ne pas tenir compte de la demande que l'entreprise s e r v e la société. Le Financial Times juge que la taxation des fortunes serait bonne pour l'économie. Son éditorial appelle à relire Marx : il est temps que l'Amérique redécouvre la lutte des classes. Ce qui provoque les hauts cris d'autres forces capitalistes. Et si Christine Kerdellman dans Le Magazine Littéraire invoque la régulation du capitalisme, elle conclue : « L'autodiscipline paraît une hypothèse bien naïve ».

Le système est dans une phase d'instabilité. N'est-ce pas le moment de prolonger les questions soulevées par des pistes alternatives radicales ? ●

Pierre Zarka





© bricelegall.com

LOI ANTICASSEURS ?

A propos de la « loi anticasseurs », le premier ministre déclare devant l'Assemblée : « Il s'agit bien de la défense des libertés, collectives et individuelles, de la défense des personnes et des biens contre les tenants de la violence et les ennemis de la République ». Nous sommes en 1970 et ce premier ministre est Jacques Chaban-Delmas. A la fin du XIX^e siècle déjà, des lois du même ordre avaient été adoptées : les « lois scélérates ». Le droit de manifester, de s'organiser, de contester l'ordre établi est en tension permanente : cela ne date pas d'hier.

Le fait que de fervents soutiens d'Emmanuel Macron expriment leurs désaccords avec ce texte est pourtant l'indice d'un pas franchi, dont on aimerait qu'il soit le pas de trop, dans l'aggravation du glissement répressif et autoritaire du pouvoir. Les libertés publiques sont d'année en année attaquées par de nouvelles lois scélérates, avec entre autres l'introduction en droit

commun des règles de « l'état d'urgence », instrument de la répression coloniale en Algérie, déjà étendu aux banlieues en 2005. De même, les dispositions prévues pour lutter contre la violence dans les stades ont-t-elles été appliquées aux manifestants. Les mesures visant à limiter les libertés publiques dans des situations particulières sont toujours éten-dues pour s'appliquer finalement aux mouvements sociaux.

C'est la fuite en avant du néolibéralisme pour imposer sa domination, et ces législations se combinent avec les pratiques policières violentes. Ceux dont on a élargi le « droit de légitime défense » sont invités à estropier, éborgner, mutiler, tuer dans les centre villes. Ce qui était le lot de la jeunesse « racisée, » est à présent celui de quiconque s'oppose au pouvoir : se sentir en danger permanent. Si la loi « anticasseurs » vient limiter le droit de manifester, ce droit est déjà mis en cause depuis plusieurs années par les pratiques policières. Le capital n'a pas besoin de démocratie. À défaut de convaincre ou d'endormir, il frappera.

● LAURENT LÉVY

Sur le fil

Alors que les mouvements en cours bouleversent les calendriers politiques, Elsa Faucillon et Clémentine Autain (respectivement députées communiste et insoumise) décident de créer le « Fil ». Elles cherchent avec cette « initiative politique » qui prendra la forme d'une newsletter hebdomadaire, à faire « passerelle, invention et cohérence » (<https://lefildescommuns.fr/>) dans une gauche (de gauche) plus atomisée que jamais. Elles assurent dans leur premier édito que « le FIL se veut lieu de confrontation des expériences et des idées, condition d'une élaboration et des idées, plus pertinente. » Souhaitons à ce Fil de ne pas se contenter du déclaratif et d'affronter les refondations nécessaires de la vie démocratique sous peine de simplement continuer à marcher sur un fil...

● LAURENT EYRAUD-CHAUME

L'Humanité est mortelle. Sauvons-la !

Le quotidien de Jaurès a connu des tempêtes mais cet hiver 2019 pourrait bien lui être fatal. En cessation de paiement, le journal devra compter sur une mobilisation exceptionnelle (<https://www.humanite.fr/mobilisation-humanite-souscription-exceptionnelle-667137>) pour sortir de l'ornière. Son directeur, Patrick Le Hyaric, appelle à mettre l'entreprise « sous protection populaire et citoyenne ». Les baisses des financements publics, l'absence de soutien des banques, la diminution des tirages entraînent l'Humanité dans la spirale du déficit. Alors que la main mise des grands groupes financiers sur les médias marque chaque jour de son empreinte les reculs démocratiques, la survie et le développement du journal, qui passe sans nul doute par une utilité politique renouvelée, est un enjeu démocratique pour la société toute entière. Les attaques récentes contre Médiapart montre qu'il ne faudra pas compter sur le gouvernement pour défendre la liberté de la presse.

L'ÉQUIPE DE RÉDACTION DE CERISES

Rennes. Belle mobilisation

2000 personnes se sont retrouvées le samedi 2 février pour affirmer leur soutien aux migrants, ainsi que le rejet de la loi asile immigration.



Démocratie : le pouvoir du peuple ?



© bricelegall.com

Démocratie représentative, économique, directe, totale, la réunion débat co-organisée le 19 janvier dernier par l'Association Autogestion (AA), l'Association des communistes unitaires (ACU), les Amis de Tribune socialiste (ATS), Cerises, l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS), le Réseau pour l'autogestion, les alternatives, l'altermondialisme, l'écologie et le féminisme (AAAEF), le Temps des lilas et l'Union syndicale Solidaires, des membres d'Ensemble et du NPA, a tenu ses promesses et appelle à des suites. Retenez d'ores et déjà la date du 23 mars.

Le dossier qui suit, s'inspire des problématiques qui ont émergé lors des échanges et s'ancre dans une actualité brûlante. Dans un contexte de crise aiguë du système représentatif, nous retenons du mouvement des Gilets jaunes cette aspiration très forte à conquérir d'autres pouvoirs que le simple droit de mettre un bulletin dans l'urne. La démocratie comme but et moyen pour s'émanciper, Cerises interroge les contradictions du mouvement actuel.

Vous avez dit système représentatif ???

**Bénédicte
Goussault**



Les G.J n'ont pas fini de nous interroger, notamment à propos de la démocratie et du système représentatif. En effet, leurs interventions sur la scène nationale (et internationale) révèlent, dans toute la violence et le désordre qu'elles expriment, la crise et l'inadéquation du système représentatif. Une des explications de ce mouvement, et d'autres aussi (les femmes, les migrants, les fonctionnaires, les enseignants...) c'est la conviction de n'avoir aucun autre pouvoir que celui de la rue et du désordre et de n'être absolument pas représenté par le politique, qui, comme l'économique, n'est qu'au service des intérêts d'une classe. D'où la dénonciation d'un système vertical ; mais aussi la facile récupération et instrumentalisation anti élites de RN. Et d'où le rejet de toute forme de représentation qui ne représente pas, jusqu'aux syndicats qui, dans des formes de luttes classiques, se font déborder pas leurs bases avec une dissociation du social et du politique « de la rue aux urnes » ou des urnes à la rue.

Les G.J ont développé sur les rond points, et à travers les réseaux sociaux, (outre un fort sentiment d'injustice et de mépris à leur égard), un sentiment d'appartenance (conscience de classe aurait-on dit en d'autres temps), de faire masse, et de représenter le peuple. Comme, historiquement, l'ont souvent fait les ouvriers. Ce peuple souverain mais sans autre pouvoir que celui de mettre un bulletin dans l'urne, ce que ne

font même plus un grand nombre de citoyens face au sentiment d'inutilité.

Ce peuple dont, Sieyès, pilier du Tiers État, dit à la Convention : « qu'il ne peut parler par lui-même parce qu'il n'a pas d'existence politique propre ; qu' il ne peut parler que par ses représentants », ou, comme le dit Cabanis « tout se fait en son nom mais sans lui ». ¹ Voilà d'où vient le mal.

C'est dire toutes les difficultés auxquelles se heurte l'idée (idéal) du pouvoir et de la souveraineté du peuple depuis la révolution qui prétend l'instaurer. Ce qui induit d'ailleurs la ou les difficultés du principe de représentation. Ceci amène à penser la dissociation entre le principe ou l'abstraction de la souveraineté du peuple et sa mise en œuvre notamment à travers la question de la représentation. Le principe d'égalité par

¹. Marc Belissa ; Yannick Bosc Le Directoire ; La fabrique. 2018.

**Le peuple
concret n'a
pas d'évidence
sociologique, il
est à construire.**

exemple qui nous fait considérer que chacun est sujet de droits et que tous ont les mêmes droits, est une fiction juridique qui désubstantialise le social pour ne considérer les individus que de façon abstraite et sans consistance propre. Il y a contradiction entre le principe politique et le principe sociologique.

Face à la fragmentation sociale, la démocratie ne peut exister que dans la confrontation et le conflit entre groupes sociaux, le consensus fait taire les minorités ou dominés. Entre la totalité et l'incarnation des particularités, la figuration du peuple ne peut se faire que par une fiction et cela depuis le contrat social. La représentation ne peut en effet pas être l'échantillon (terme de sociologie quantitative) de la population représentant ses différences et ses particularités, mais doit être une figuration de la totalité. Le peuple concret n'a pas d'évidence sociologique, il est à construire.

Le problème s'étend à la démocratie dans l'entreprise : une démocratie économique totale : des unités de production dirigées par leurs travailleurs mais liées entre elles par des communs sociaux géographiques – eux mêmes démocratiques – qui socialisent les revenus et les investissements. La perspective de la démocratie économique permet d'envisager une démocratie qui s'établit à l'échelle de l'ensemble de la société. Le capital n'existe plus en tant que pouvoir, en tant que rapport social. Point constitutionnel novateur : interdiction de la propriété dominante, d'une propriété que l'on utilise pas.²

Le XXème siècle voit advenir ce que Pierre Rosenvallon appelle la « démocratie d'équilibre ». Elle résultait de la reconnaissance du rôle des partis, de nouvelles techniques électorales et d'une place faite aux corps intermédiaires comme les syndicats, des conseils

2. B. Borrits ibidem

économiques et le développement des sciences sociales. Elle n'est qu'une réponse imparfaite, circonstancielle et précaire aux apories de la démocratie et ne résout pas les tensions entre le social et le politique. Cette démocratie d'équilibre oscille entre deux écueils : le totalitarisme comme utopie d'une société homogène et unifiée et d'un pouvoir confondu avec elle ; ou le pluralisme d'une multitude de segments limités de la société et de groupes d'intérêts négociant directement avec le pouvoir.³

La nécessité donc de process de concertation et de participation des citoyens aux décisions ; le RIC interroge, comme beaucoup des expériences de participation, qui, soit, ont échoué, soit, furent peu de chagrin, alibi et légitimation du politique aussi bien dans les entreprises, que dans les services publics. Dans l'éducation nationale par exemple, CA, CDEN, CSE, commissions paritaires « toutes ces instances où nous (travailleurs et même syndicats) prenons la parole sans être jamais entendus »⁴. Dans les comités de quartiers dans les villes, qui ont souvent réuni à nouveau les catégories sociales proches des élites, et ont vu une désaffection du fait qu'ils n'avaient pas eu de réel pouvoir de

3. P. Rosenvallon *le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France.*

4. Sylvie Larue ibidem

décision. Dans de réels systèmes participatifs, l'État et le pouvoir ne devraient être que les coordonnateurs de la mise en cohérence des débats. Il est peu probable que ce gouvernement se résolve à travers le RIC à un processus de démocratie directe.

De l'Autogestion, nous disions qu'elle était un but, un chemin et un moyen. C'est toujours vrai aujourd'hui en ce qui concerne la démocratie : une requête permanente dans laquelle il ne faut pas faiblir : il y a diverses solutions. Une chose reste certaine, un des verrou aujourd'hui de la démocratie, c'est la démocratie économique, c'est l'éviction des actionnaires et l'abolition de la propriété dominante qui est le prochain progrès de l'humanité à réaliser.⁵ ●

5. B. Borrits ibidem

Dans de réels systèmes participatifs, l'État et le pouvoir ne devraient être que les coordonnateurs de la mise en cohérence des débats.

«Sur l'écran noir de mes nuits blanches¹»... le jaune !

1. Claude Nougaro.



Dans *Les Temps modernes*, Charlot ramasse un drapeau tombé d'un camion et court pour le rapporter. Une foule

sortie d'on ne sait où se précipite derrière lui... C'est ça qui est bath dans le ciné en noir et blanc: même les Miró voient les couleurs. Le technicolor aurait-il obscurci notre vision? Cônes et bâtonnets se mélangeraient-ils les pinceaux?

La France black-blanc-beur en colère noire s'est habillée de jaune. Drôle d'idée aurait-dit mon grand-père rouge qui était dans le « *schmates*¹ ». Si t'ajoute dans le pot que pour compliquer le tableau, les jaunes ont ressorti les drapeaux tricolores et que les vert-de-gris et les chemises brunes s'en sont mêlés, le rouge moyen est blême. Normal ! Il faut s'habituer au noir. Surtout quand on a soi-même éteint la lumière.

1. Mot juif désignant fabrication et commerce de tissu



Au milieu des palettes, Jackson Pollock jette un œil gris sur ses compagnons. Il se gratte la gapette, tire sur son bleu et froisse sa blouse blanche. «Mais où donc ont-ils planqué leur spectromètre de masse?» Enterré quelque part dans le bric-à-brac de l'amphi Richelieu et de la place Kossuth? Sont-ils frappés d'achromatopsie² au point de ne pas voir la couleur qui se cache derrière le jaune?

«*Ensemble de radiations monochromatiques résultant de la décomposition d'une lumière*», selon La Rousse, le spectre ça tache et s'attache. Il suffit pourtant de quelques prismes pour faire l'arc-en-ciel. Et la lumière fut sur les bancs des Beaux-Arts. Tamisée certes mais le clair-obscur c'est flashy, surtout quand trop de lumière nuit.

Les bourgeois éclairés, tels Orange, un peu verts de trouille, ont lâché quelques pièces jaunes pour que le mélange des couleurs ne coule pas sur leurs costumes gris.

Le jaune éclaire la rue, sortons nos pistolets (à peinture) et graphons revendications sociales et démocratiques radicales. A quoi bon avoir un chevalot sinon ?

« Il faut savoir foncer dans le provisoire. À condition de ne pas oublier que c'est du provisoire » (Lucien Febvre). ●

2. L'achromatopsie est une pathologie du système visuel qui se manifeste par une absence totale de vision des couleurs.

Que disent les enquêtes sur les Gilets Jaunes

Henri Mermé



La principale enquête regroupant 70 chercheur-e-s. sous forme de questionnaires et entretiens en tête-à-tête sur les rond points et les manifestations a été faite à l'initiative de chercheur-e-s du Centre Emile Durkheim de Bordeaux. Une première communication a été faite en décembre 2018 sur un échantillon de 166 questionnaires et une autre portant sur environ 700 questionnaires dans les villes suivantes (Bordeaux, Caen, Rennes, Grenoble, Montpellier, Marseille, Paris) et leurs régions est actuellement en cours. Les principaux résultats encore partiels sont les suivants :

Le profil des manifestant-e-s montre une assez grande mixité avec une proportion de 57 % d'hommes contre 43% de femmes, certes sans réelle égalité mais supérieure par exemple à ce qui avait été constaté lors de Nuits Debout où la proportion était de 2/3 hommes, 1/3 femmes. Lors des manifestations il y a une plus grande visibilité des femmes avec en particulier des marches de femmes mais aussi une grande hétérogénéité des revendications certaines étant très traditionnelles (maternité, enfants, familles) et d'autres relevant de la tradition féministe.

La moyenne d'âge de 47 ans est légèrement supérieure à celle de la population française 41 ans.

Répartition par catégories socio-professionnelles : agriculteurs 1%, artisans-commerçants-chefs d'entreprises 9%, cadres 8%, catégories intermédiaires 8%, employés 20%, ouvriers 16%, inactifs dont retraités et chômeurs 33% Revenu médian 1800 euros par mois soit un tiers de moins que le revenu médian français

Niveau de formation : aucun diplôme 8%, CEP-Brevet 6%, CAP/BEP 28%, Bac 20%, Bac +2 : 23%, Bac +4 : 5,14%

Engagements. 40% des interrogés déclarent n'avoir jamais fait de manifestations et le rapport à la politique est le suivant : outre 7% qui refusent de répondre, 33% se déclarent ni de gauche ni de droite et pour ceux qui répondent 43% sont plutôt de gauche et 17% plutôt de droite avec une préférence pour les extrêmes.

Ce mouvement très hétérogène dans son rapport aux questions sociales et politiques est en évolution ce qui se traduit par des changements dans ses

revendications. Au départ lancé sur le prix du carburant il a d'abord débouché sur trois thèmes principaux (pouvoir d'achat, injustices fiscales et critique du gouvernement dont spécialement le Président Macron) puis enfin débouché sur des revendications institutionnelles en particulier le fameux RIC. Des questions comme l'immigration ou l'Europe n'apparaissent pas.

Une autre enquête a été menée par le collectif critique composé de chercheur-e-s et doctorant-e-s de Lille et Sciences Po Paris à partir de facebook et de 80 questionnaires dans la région de l'Oise ; celui-ci apporte des renseignements sur des aspects plus qualitatifs en particulier sur la taille des entreprises où travaillent les Gilets Jaunes et leurs rapports aux patrons. Si la méthode et la taille de l'échantillon induisent un biais il n'en demeure pas moins que les indications sont intéressantes. L'essentiel des Gilets Jaunes interrogés appartient aux milieux populaires hors de la fonction publique (ouvriers et employés) et aussi chômeurs et précaires et ceux qui travaillent sont dans des petites entreprises où le syndicalisme n'existe pas. Pour ce qui est du rapport aux patrons à la question posée : « Avez-vous fait une demande d'augmentation de

salaire ? » il est répondu soit la réponse a été négative soit ce n'est même pas la peine de demander. Ces réponses sont des indications fortes pour expliquer que la question salariale ne se pose pas en direction des employeurs comme c'est le cas dans la tradition sociale habituelle mais en direction de l'Etat qui est directement interpellé.

Au total ces enquêtes montrent l'irruption d'un nouvel acteur. Certes d'origines diverses mais principalement issu des couches parmi les moins visibles de la société les classes populaires (employés et ouvriers) surtout des petites et moyennes entreprises, à laquelle s'agrègent des fractions de la petite-bourgeoisie et proches (socialement et spatialement) des classes populaires, ainsi que des retraités-e-s issu-e-s des mêmes catégories. Extérieur tant à la représentation politique, souvent rejetée, qu'au mouvement syndical qui par ailleurs a été ces dernières années en échec et depuis longtemps absent de ces secteurs, il unifie salarié-e-s et indépendants en dehors de l'entreprise, lieu habituel des luttes sociales, et se dresse directement contre l'Etat. ●

40%
déclarent n'avoir jamais fait de manifestations

33%
se déclarent ni de gauche ni de droite

43%
sont plutôt de gauche

17%
plutôt de droite avec une préférence pour les extrêmes

7%
refusent de répondre

Gilets Jaunes : L'extrême-droite en embuscade ?

Frédéric Bodin ¹



A moins d'être député-e LREM ou éditorialiste sur BFM, personne ne peut résumer le mouvement des Gilets jaunes à un mouvement d'extrême droite. Pour autant, que des militant-es d'extrême droite y participent, que ce courant politique et ses multiples chapelles aient très vite décidé de le relayer, que des actes abjects aient eu lieu durant certaines initiatives sont des évidences qu'on ne peut et ne doit pas balayer d'un revers de la main en se contentant d'annoncer « qu'aucun mouvement populaire n'est chimiquement pur », avant de passer à autre chose. Cette présence, multiforme, de l'extrême-droite explique, en partie, la méfiance dont ont fait preuve nombre de militant-es et d'organisations de « notre camp » lors de l'émergence de ce mouvement, qui par ailleurs ne reprenait pas les codes et le vocabulaire habituel de nos milieux.

C'est à travers la vidéo, aux 4,5 millions de vues, de Franck Buhler que le grand public, et le milieu militant, ont découvert les Gilets jaunes. Ce militant de Debout la France, exclu du FN l'an dernier après avoir publié des tweets racistes, ne sera pas considéré longtemps comme un représentant des

Gilets jaunes, sauf par quelques médias comme la BBC. Il continue cependant son petit bonhomme de chemin et interviendra en mars dans un colloque de Riposte laïque. Parmi les nombreux « porte-parole », souvent auto-déclarés ou choisis par les chaînes d'information en continu parce que « bons clients », il n'est pas le seul à avoir des idées politiques extrêmement droites : Benjamin Couchy, l'un des plus médiatisés, est un ancien du « syndicat » étudiant UNI, et resté proche du groupuscule d'extrême droite UCODEL. A Limoges, les médias choisissent comme figure du mouvement Christophe Lechevallier, militant du FN. En novembre, l'exercice imposé de tout-e journaliste était d'examiner et de publier les comptes Facebook des autres « porte-paroles » : cela révélera des fréquentations pour le moins douteuses, de sites complottistes au soutien aux « policiers en colère ». Avant de faire le ménage sur ses comptes, Eric Drouet, qui reste le plus médiatisé, avait publié des messages très problématiques. Tant mieux s'il a changé, on y croirait d'autant plus s'il rompait tout lien avec le journaliste, ex-soralien mais toujours d'extrême droite, Vincent Lapierre, adulé par certains Gilets jaunes.

Cette présence, multiforme, de l'extrême-droite explique, en partie, la méfiance dont ont fait preuve nombre de militant-es et d'organisations de « notre camp »

Dans les semaines qui précèdent les manifestations du 17 novembre, alors que le mouvement social peine toujours à savoir comment se positionner, toutes les composantes de l'extrême droite vont appeler à y participer : de Riposte Laïque au RN, de Philippot à Soral, de l'Action Française à Debout la France, tout le monde veut en être, sentant « qu'il se passe quelque chose ». Et parce qu'il ne perd jamais une occasion de se faire un peu d'argent, l'escroc antisémite Dieu-donné en profitera même pour faire fabriquer en urgence et vendre (20 euros !) des gilets jaunes floqués de son ananas.

La journée du 17 novembre confirmera les craintes de celles et ceux qui trouvent que l'extrême droite est quand même bien intégrée dans cette mobilisation, à défaut d'être à la manœuvre : à Bourg en Bresse, un élu local et son compagnon sont victimes d'une agression homophobe ; à Saint Quentin, une femme est contrainte de retirer son voile à un barrage routier ; à Cognac, une femme est victime d'insultes racistes devant ses enfants... et dans la Somme, des migrants cachés dans un camion sont dénoncés à la police par des Gilets jaunes. De

nombreuses figures de l'extrême droite, de Gabriac aux cadres du RN, des responsables de Civitas à ceux du Parti de la France, multiplieront les selfies aux ronds points tenus par les Gilets jaunes, montrant qu'ils sont « aux côtés du peuple français ». Lors de la première manifestation parisienne, plusieurs figures de l'extrême droite radicale arriveront très tôt sur les Champs Élysées.

Au-delà de cette présence « physique » aux côtés des Gilets jaunes, c'est surtout sur les réseaux sociaux que l'extrême droite a manœuvré pour véhiculer ses idées et faire passer au premier plan ses obsessions et notamment celles autour de « l'invasion migratoire ». Dans les discussions des Gilets jaunes, ces questions ont été présentes, abordées sur des tons très différents selon les endroits, donnant lieu au meilleur comme au pire. Parfois, elles n'étaient pas évacuées, parce que trop clivantes au sein d'un même rond-point. Mais avouons que la situation est bien souvent la même sur nos lieux de travail !

La poursuite du mouvement en janvier va faire un peu changer la stratégie de l'extrême droite radicale : elle tente de se rendre plus visible, et de la façon qu'elle maîtrise le mieux, par la violence. Dans plusieurs manifestations, des militant-es syndicaux ou d'organisation de gauche ou des manifestant-es racisé-es, seront victimes d'agressions, parfois extrême-

ment violentes. A Paris deux faits extrêmement préoccupants auront lieu en janvier. La présence dans la coordination du S.O des Gilets jaunes de Victor Lenta, paramilitaire d'extrême-droite. Il est vite repéré et dénoncé, sans que cela ne change rien... jusqu'au 2 février, où il tentera une grossière manipulation, voulant faire croire que des militant-es antifascistes avaient attaqué Jérôme Rodrigues, ce qui sera clairement démenti par l'intéressé lui-même.

Moins grotesque, l'attaque à deux reprises le 25 janvier du cortège du NPA par les Zouaves, groupe affinitaire d'extrême droite, montre une escalade préoccupante. Si depuis le début des manifestations, à Paris comme dans d'autres villes, des heurts avaient pu avoir lieu entre militant-es d'extrême droite et des manifestant-es qui refusaient leur présence, l'attaque d'un cortège constitué, et la revendication de cette agression, montre bien que l'extrême droite n'a pas changé de nature. ●

avouons que la situation est bien souvent la même sur nos lieux de travail !

Du confusionnisme, sans doute, mais pas que chez les Gilets jaunes

D'un mouvement parti sur des revendications concernant des taxes sur l'essence et soutenu dans un premier temps par les petits patrons du transport routier on pouvait légitimement craindre un certain confusionnisme. Cela a évidemment été le cas, et nous avons été nombreux-euses à nous interroger (et à continuer à le faire) par exemple sur le sens réel de ces références incessantes au drapeau tricolore ou à la Marseillaise ou le caractère inter-classiste du mouvement. Nous avons pu nous agacer de voir, dans un premier temps, cette volonté de convaincre les «forces de l'ordre» de rejoindre ce mouvement, avant d'être étonné-es de la violence de certains affrontements avec la police de la part de manifestant-es peu habitué-es à ce genre de pratiques et pas seulement dans les manifestations parisiennes une fois qu'il était clair que « la police n'est pas là pour nous protéger ».

Mais le confusionnisme est aussi venu de là où on ne l'attendait pas forcément. François Ruffin rendant hommage à Etienne Chouard, l'idiot utile du soralisme, et le remettant sur le devant de la scène, c'est affligeant. Mais cela l'était sans doute moins que les propos d'Eric Hazan expliquant que « Les ennemis de mes ennemis ne sont pas vraiment des amis, mais un peu quand même. » On sait ce que à quoi de telles positions peuvent conduire certaines organisations, par exemple au plan international. Mais au-delà de donner de la matière à ceux qui rêvent ou fantasment un front des « anti-système » (et qui jusque là ne se trouvaient pas vraiment dans le camp des révolutionnaires) c'est un coup porté à celles et ceux qui luttent contre la présence et la banalisation de l'extrême droite dans ce mouvement et ses suites. ● FB

Vous avez dit complotisme ?

De Jacline Mouraud, présentée comme la première représentante officielle des Gilets jaunes et qui colporte les fumeuses théories comme les délires sur la «disparition de la France» suite au «pacte de Marrakech», du retour «les juifs tiennent les banques et les médias» au « tous les commissaires de police sont francs-maçons», en passant par les «questionnements» sur l'attentat de Strasbourg, ces dernières semaines ont été riches en diffusion parfois simplement réactualisées, des thèses complotistes, souvent ridicules, parfois ignobles.

On le sait, le souci principal avec le complotisme, c'est qu'il crée des leurres et des diversions et évite de nommer les choses et le système pour ce qu'il est : le capitalisme. Mais l'autre souci avec le complotisme, c'est qu'il permet aux défenseurs du capitalisme et de L'État de dénigrer et disqualifier facilement toute critique de ce qui est présenté comme la vérité officielle.

Ainsi, dès le début décembre, c'est l'ensemble des Gilets jaunes qui étaient présentées comme des complotistes... ce qui dans la bouche d'un ministre ou d'un éditeur est une insulte suprême... quand bien même ce ministre ou ces éditeurs tentent pendant 48 heures de nous expliquer que les violences sur les Champs Élysées, c'est la faute à Julien Coupat ! ● FB

Violence physique et antisémitisme

Après celle de Paris, les attaques par des commandos d'extrême-droite envers des militant.es progressistes, lors des manifestations du 9 février à Lyon, Toulouse ou Angers rappellent la violence de ces groupes. Tout comme les récents bombages antisémites renvoient aux lamentables fondamentaux de ce courant politique. Ne les laissons pas pourrir le mouvement des Gilets jaunes ! ● CM

Les organisations du mouvement ouvrier en difficulté ?

Christian Mahieux



Daniel Rome



« Tant que les lapins n'auront pas d'historiens, l'Histoire sera racontée par des chasseurs¹ »

17 novembre 2018 : à la suite d'un appel sur les réseaux sociaux, des milliers de personnes se mobilisent dans tout le pays, notamment contre une nouvelle taxe sur les carburants qui va avoir pour effet de réduire les revenus de millions de gens déjà touchés par une politique salariale et fiscale qui profite aux plus riches. Ils et elles décident d'endosser le gilet jaune obligatoire dans les véhicules. Ainsi naissent les « Gilets Jaunes », un mouvement social inédit, imprévu, surprenant à bien des égards. Personne ne s'attendait à un mouvement de cette ampleur, qui s'inscrit dans la durée et la radicalité, en clair la remise en cause de l'ordre néolibéral et capitaliste. Bien entendu la réalité est plus complexe que les simplifications auxquelles nous avons trop souvent recours. Bien sûr, l'extrême-droite a tenté d'infiltrer le mouvement, mais n'a-t-elle pas tenté d'infiltrer des syndicats, y compris les plus combattifs ? Oui, il y a eu des violences inutiles, mais il n'est pas question de les mettre à égalité avec la violence d'État, particulièrement importante depuis la mi-novembre. Et puis, qu'est-ce que la violence ? des vitrines cassées, des barricades dans les rues ou des milliers de personnes qui crèvent de froid ou de faim quand « tout est normal » ? Certes, une partie du patronat a appuyé le démarrage du mouvement... mais a désapprouvé

bien vite sa continuité. Différentes approches pour analyser ce mouvement se font jour. En ce qui nous concernent nous regarderons plus particulièrement le rapport entre ce mouvement de contestation et de révolte et les syndicats de lutte.

Ce mouvement montre l'exaspération profonde de millions de personnes qui ont occupé les ronds-points, les péages, les zones commerciales puis ont manifesté les samedis après-midi dans toute la France. Pour reprendre les propos de Christian Laval et Pierre Dardot « les gilets jaunes que cela plaise ou non, ont réussi ce que trente ans de luttes sociales n'ont pas réussi à faire : mettre au centre du débat la question de la justice sociale. » Nationalement, les organisations syndicales² dans leur ensemble, excepté Solidaires, sont restées dans l'expectative³ pendant un temps long. L'attitude de la confédération CGT peut apparaître surprenante. Elle co-signe un communiqué, avec tous les syndicats exceptés Solidaires, où est mis en avant la condamnation de la violence des manifestations, sans un mot sur celles de

2. Plusieurs organisations CGT (UD, Fédérations) ont désapprouvé le texte signé le 6/12 par la confédération et se sont impliquées dès le mois de décembre dans le mouvement GJ, comme à Toulouse. De même, quelques Unions locales Solidaires s'étaient mis à disposition du mouvement début novembre, avant le positionnement national.

3. Nous citons la CGT et Solidaires, mais la FSU ou la CNT ont été très discrètes vis-à-vis de ce mouvement ; la CNT-SO a pris position pour le soutenir en janvier.



1. Affiche du film d'Olivier Azam et Daniel Mermet « Howard Zinn, une histoire populaire américaine »



5 février Nantes, © François Preneau

Appeler les GJ à rejoindre les mobilisations syndicales...

l'État, sa police et son armée ; et comme si la violence n'était pas avant tout sociale et due aux politiques menées depuis des années. Quelques jours plus tard, elle appelle à des journées d'action⁴ avec une référence appuyée aux GJ.

Le mouvement de GJ affirme haut et fort qu'il ne souhaite aucune récupération, ni politique ni syndicale. La méfiance est forte à l'égard de ce que la « novlangue⁵ »

^{4.} Le 14 décembre, et plus encore le 18, n'ont guère été des succès ; mais on ne peut reprocher à la confédération CGT d'avoir tenté d'impulser une dynamique ; peut-être y a-t-il à discuter, par contre, le rapport entre ces appels et les difficultés du militantisme syndical quotidien dans les entreprises, services et localités, ou encore la démarche unitaire ?

^{5.} La novlangue néolibérale ; la rhétorique du fétichisme capitaliste, Alain Bihr, Co-éditions Page 2 (Lausanne) et Syllepse (Paris), 2017.



nomme les « corps constitués⁶ ». Des organisations syndicales⁷ situent leur stratégie dans l'accompagnement des politiques néolibérales et de ce fait récuse toute possibilité de sou-

^{6.} Depuis des années, la propagande d'Etat et patronale assimile les syndicats à ces « corps constitués », également nommés « corps intermédiaires ». Ce qu'ils ne sont pas : le syndicat, c'est le regroupement de travailleurs et de travailleuses, quels que soient leur statut et activité, qui s'organisent pour défendre leurs revendications et changer la société ; il n'est pas question là-dedans de faire les intermédiaires, de gérer l'ordre capitaliste, etc. Evidemment, nous savons que la novlangue s'appuie, pour imposer ses termes, sur les choix faits par beaucoup d'organisations syndicales qui, réellement, s'institutionnalisent ; et ce n'est pas là une question de « base » ou de « sommet ».

^{7.} A des degrés divers, il s'agit de la CFDT, l'UNSA, la CFTC ou la CGC.

...Ou se mettre au service du mouvement ?

lien à un mouvement qui conteste les choix que ce/ces syndicats ont défendu. Comment comprendre les difficultés rencontrées par celles qui nous intéressent ici ?

L'essentiel des entreprises en France a moins de 20 salariés ; le mouvement syndical n'arrive pas à s'y ancrer. De même, vis-à-vis de la masse des chômeurs et chômeuses, des intérimaires, des CDD, des uberisés de toutes sortes... On les retrouve en nombre dans les Gilets Jaunes.

Ce qui se passe depuis novembre dans quasiment tout le territoire n'a pas de rapport avec ce qui ne s'est pas passé à Paris et en proche banlieue. Le mouvement des GJ n'est pas là où sont concentrés les sièges nationaux des organisations syndicales ; et si le fédéralisme est la règle, il n'en reste pas moins que nombre de décisions se prennent sur la base de réflexions liées au terrain le plus connu, en l'occurrence parisien. De ce point de vue, la quasi-inexistence de collectifs GJ et les particularités

des manifestations hebdomadaires⁸ ont contribué aux positionnements connus⁹.

Ce mouvement se passe hors les entreprises. La faiblesse des Unions locales interprofessionnelles n'a pas aidé à ce que les collectifs syndicaux l'appréhendent correctement. D'autant qu'il y a un problème qu'on ne peut passer sous silence dans les exigences qui s'expriment : même si quelques revendications réactionnaires ont assez rapidement disparu, même si ce qui se discute dans nombre d'assemblées générales de GJ est un autre partage des richesses, une remise en cause du système capitaliste, l'égalité sociale, la démocratie radicale, il n'en reste pas moins que le patronat est fort peu interpellé. C'est une des raisons des absences syndicales, mais c'en est

^{8.} Y compris, la place tenue par des groupes d'extrême-droite.

^{9.} Cela n'excuse pas les premières expressions de certaines organisations politiques particulièrement méprisantes pour la population qui se révoltaient.

aussi la conséquence. Y compris lorsqu'elles ont décidé de soutenir les GJ, nombre d'organisations syndicales l'ont fait de manière sans doute peu appropriée : au lieu d'appeler les GJ à rejoindre les mobilisations syndicales, ne fallait-il pas que le syndicalisme se mette au service du mouvement déjà existant ?

La question de l'extrême-droite d'une part, de ce qui construit autour des appels de Commercy d'autre part, sont évoquées par ailleurs dans ce numéro. Nous ne nous étendons pas ici ; mais les deux sujets, tout à fait opposés, interpellent nos organisations syndicales. Une partie non négligeable des difficultés à se positionner concrètement vis-à-vis du mouvement des GJ est sans doute liée à l'appréhension à agir en tant que force collective sociale et politique, politique et sociale. Car c'est un tout, et l'organisation syndicale, de par son caractère de classe inhérent à sa composition, est un outil indispensable pour agir sur ces terrains. ●

Avec nos excuses !

Si j'étais un gilet jaune je présenterais mes excuses au mouvement ouvrier. En moins de trois mois notre mouvement n'a pas su résoudre la crise programmatique et organisationnelle du mouvement d'émancipation. Nous n'avons pas su faire fructifier les acquis historiques de la 1^{ère} Internationale, les expériences (défaites) de la Commune de Paris et de la révolution russe, celle du Front populaire et de Mai 68. Oui, c'est vrai, l'extrême-droite s'est infiltrée dans notre mouvement et tente d'imposer son agenda contrairement aux partis et syndicats totalement immunisés contre ce danger et qui n'ont jamais connu de dirigeants en leur sein qui ont sombré dans la collaboration avec l'occupant nazi ou plus récemment de noyautage de leurs organisations. Il est vrai que sur des piquets de grève que vous organisez, nous n'avons jamais entendu de remarques sexistes ou racistes. Oui, je demanderai de l'indulgence car nous n'avons pas élu de secrétaire général et nous n'avons voulu construire une organisation pyramidale de notre mouvement ce qui a certainement nuit à notre efficacité. Nous ne sommes pas dotés de service d'ordre (d'ordre...

mais lequel ?). Pire, nous n'avons pas déposé de déclarations de manifestations et nous avons librement choisi nos lieux de nos rassemblements. A Paris, nous avons choisi des quartiers bourgeois, car ces espaces ségrégués nous appartiennent aussi et nous nous sommes écartés du trajet processif République-Bastille. Irresponsables, nous avons déclenché une crise sociale et politique sans vouloir ouvrir de négociations sous les lambris dorés des ministères. Nous avons accéléré la crise sans fin de la 5^{ème} République et contesté la démocratie représentative au profit de la démocratie directe. Nous avons ouvert nos propres parlements autour des ronds-points et décrété la délibération permanente sans respect pour le calendrier électoral alors que beaucoup veulent nous ramener dans une file d'attente devant le bien-nommé isoloir. Et pour tout cela, si j'étais un gilet jaune je dirai humblement : Excusez du dérangement !

●Patrick Le Tréhondat

Les frontières de l'émancipation : où la coloniale demeure même pendant les grèves.

Gilets jaunes-LKP même combat ?



Le LKP, « Lyannaj Kont Profitasyon », collectif de 48 organisations guadeloupéennes est à l'origine de 44 jours de grève générale en 2009. 65 000 manifestants le 30 janvier selon les organisateurs, 20 000 selon la police, évaluation ultra basse qui équivaldrait néanmoins à 3 300 000 manifestants à Paris... Le LKP souvent ébréché dans la presse métropolitaine y est évoqué aujourd'hui, pour son 10^e anniversaire, à l'aune des gilets jaunes qui pourtant n'ont guère mobilisé en Guadeloupe.

Certes les formes de mobilisation se ressemblent : ronds points occupés, blocage des routes... Analogues aussi, durée, et revendications de départ : augmentation des bas salaires + 200 € demandés en 2009, dénonciation de la vie chère, notamment des carburants. Analogie des réponses. Le LKP obtiendra 100 € supportés par la solidarité nationale accordés par Sarkozy. LKP et GJ partagent d'essuyer la violence institutionnelle. Elle se solde en 2009 par la mort de Jacques Bino, un des leaders du mouvement. 10 ans après, le meurtre reste non élucidé.

Mais, drôle de ressemblance quant à la sortie du conflit. Élaborée par Sarkozy elle est aujourd'hui copiée par Macron : Le grand débat ! À Pointe-à-Pitre se succéderont les « États généraux des outre-mer », puis le « Grand débat public sur la Protection contre les risques naturels ». Las ! Pointe-à-Pitre 2019 c'est chlordécone, sargasses, Saint-Barthélemy où la majorité reste sans maison, et application zéro des accords sur les produits de 1^{ère} nécessité. Il n'empêche, le Grand Débat National se déploie sur l'ensemble du territoire, colonies comprises. Ainsi va le mécanisme de l'assimilation.

Si le grand débat ne convainc guère sur les ronds-points, il prend, en terre coloniale, la figure délirante d'une invitation faite à la population de débattre de son association à l'élaboration des politiques publiques, quand cette même population, de par la nature même de son lien à la Métropole – tout est dans le nom –, est interdite d'accès à sa propre souveraineté. ● Catherine Destom-Bottin

Travail/Hors travail

Rennes, Les 5 jeudis du travail

Sylvie Larue



Après une première expérience d'ateliers en commun en 2018, Ensemble ! 35¹ et la Bouffée organisent 5 soirées d'échanges et de débats sur le travail. Le premier fut l'occasion pour les 70 personnes présentes de débattre de ce qu'est le travail et d'échanger ensuite avec Maud Simonet sociologue, auteur du livre « *Travail gratuit : la nouvelle exploitation*² ? ».

La première séquence de la soirée a planté le décor : le travail n'est pas le synonyme d'emploi. Parmi les personnes présentes au débat, plusieurs prennent la parole et montrent qu'elles-ils travaillent mais ne sont pas reconnues comme des travailleurs-ses : deux jeunes femmes en service civique, une femme « aidante familiale », un jeune allocataire du RSA qui crée des œuvres musicales, un retraité « maître de ce qu'il produit », une retraitée qui joue de la musique dans les maisons de retraite, une femme au chômage qui « profite » de ses allocations pour militer, et d'autres qui parlent du travail domestique. Du travail empêché dans certaines entreprises, au travail gratuit et à l'impossibilité pour d'autres de choisir un travail qui passionne, les interventions questionnent le fonctionnement du système capitaliste.

1. <http://ensemble35.org/atelier-ensemble-et-la-bouffee/> et la Bouffée <http://labouffee.org>
2. Maud Simonet « *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?* » Editions Textuel -15,90€-152 pages

Maud Simonet dans son intervention, montre à quel point la définition du travail est une question de rapport de force avec le capital. Nombre d'activités ne sont pas reconnues comme du travail, ou à leur juste valeur, mais font fonctionner les associations, les services publics, et ... les entreprises. Les services civiques, l'obligation pour les personnes qui touchent des allocations de travailler, la multiplication des statuts de salariés pour une même activité, le bénévolat associatif, mais aussi les blogueurs qui alimentent le contenu d'un journal (le digital labor). Il existe même des politiques publiques du travail gratuit. L'exploitation ce n'est pas seulement à l'usine. L'État aussi transforme sa manière d'agir, et loin de disparaître, il fait par contre disparaître petit à petit les fonctionnaires.

Avec le travail domestique, Maud Simonet nous montre comment les féministes nous ont donné des outils pour penser le travail gratuit et pour repenser la question de l'exploitation d'une part et celle de la valeur travail d'autre part.

Reste à définir comment contester aux forces du capital leur pouvoir de définir ce qui est du travail et ce qui ne l'est pas, ainsi que sa valeur. Vaste chantier ! ●

Adieux au patronat Les invisibles



Sous ce titre provocateur, le sociologue Maxime Quijoux nous décrit le processus de reprise en Scop d'Helio-Corbeil, entreprise d'héliogravure dans l'Essonne. Dans le contexte d'une forte qualification des salariés, le syndicat CGT a toujours été omniprésent dans l'entreprise. Le long déclin de l'industrie graphique le conduit à réviser de fond en comble sa stratégie suite à l'échec d'une grève en 1998. Sur fond d'une baisse continue des effectifs, les syndicalistes comprennent vite qu'ils ont tout intérêt à prendre leur destin en main plutôt que de laisser faire des actionnaires en mal de valorisation boursière. Refusant d'assister à la fermeture inéluctable de l'entreprise, ils réussissent – avec l'appui du député-maire de Corbeil, Serge Dassault, inédit ! – à reprendre l'entreprise sous forme de Scop. Maxime Quijoux a passé plusieurs mois dans l'entreprise et nous plonge dans les secrets et les non-dits de cette reprise où le rôle de la section syndicale a été essentiel. Si cette histoire semble défier la chronique, l'objectif ultime du syndicalisme n'est-il pas de s'affranchir du patronat ?

● BENOIT BORRITS

Adieux au patronat. Lutte et gestion ouvrières dans une usine reprise en coopérative. Maxime Quijoux, Editions du Croquant, 2018, (20,00€)



Troisième film réalisé par Louis-Julien Petit il est sorti sur les écrans fin 2018 au moment où se faisaient entendre des centaines de milliers de Gilets jaunes. Hasard du calendrier ? Ce film : l'histoire d'un centre social L'Envol, centre d'accueil pour femmes SDF qui doit fermer ses portes. Les travailleuses sociales du centre ont trois mois pour s'occuper de la réinsertion professionnelle de toutes ces femmes dont elles ont la responsabilité... Et pour cela, tous les coups sont permis ! Ce film a le mérite de montrer qu'exercer certains métiers comme travailleur social est aussi un engagement militant. Le réalisateur met en scène des femmes plus particulièrement toutes celles qui n'ont plus rien, plus de travail plus de logement, des femmes qui n'existent plus pour la société, des femmes devenues invisibles, des femmes qui pour certaines jouent leur propre rôle. On découvre des portraits admirables. On découvre aussi les limites du travail social dues à des dysfonctionnements des institutions et des logiques qui pervertissent ce travail un peu comme dans « Moi Daniel Blake » de Ken Loach. Un film plein de sensibilité, de féminité que nous vous recommandons.

● DANIEL ROME

« Retour à Heillange »



Le dernier ouvrage de Nicolas Mathieu, « Leurs enfants après eux » dresse le devenir, durant les années 90, d'une génération qui doit trouver sa voie dans un monde frappé par la crise. Il se situe dans une ville de la Lorraine de l'acier,

où les habitants vivent à l'ombre des squelettes des hauts-fourneaux.

Les vies racontées constatent l'inévitabilité de trajectoires liées aux inégalités, économiques et de capital culturel. La destruction des usines a laissé les enfants, à la suite de leurs parents, dans la précarité, après avoir interdit l'accès à l'estime de soi, individuelle et collective, que procurait le travail. Réduits à être des « cassos » par la bourgeoisie et ses descendants, rien ne permet à ces enfants de ne pas reproduire la vie de leurs parents.

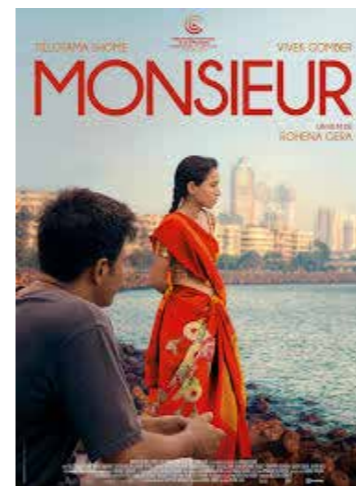
Une fois de plus une œuvre culturelle nous alerte sur l'exclusion et la division qui s'opèrent entre les dominants, bénéficiaires de la mondialisation et ceux qu'ils méprisent, les pensants incapables de s'y adapter ! Il démontre l'inanité du discours de la réussite individuelle, de la compétition et du mérite, pierre angulaire du néo-libéralisme, et les risques qui découlent de la destruction des collectifs et des solidarités pour la vie en société.

Sa lecture m'a constamment ramené vers la révolte des gilets jaunes, en mettant en évidence la fatuité de cette aristocratie qui utilise son hégémonie culturelle pour préserver ses privilèges. Parce que cette révolte ouvre la possibilité d'une autre fin, si s'affirme des solidarités et des réponses collectives face au libéralisme et au rejet de l'autre.

● OLIVIER FRACHON

Leurs enfants après eux Nicolas Mathieu 2018, 425 pages, Actes Sud (29,50 €)

Monsieur



Ce film (pour moi un des plus beaux de l'année) traite subtilement de l'impossibilité, en Inde au XXI^e siècle, à un homme riche et une jeune servante veuve, venue de la campagne, de vivre leur amour ; ou comment les traditions et les préjugés traitent encore les femmes, et les barrières de classes (les castes ayant été en principe supprimées !)

Ce premier film indien de la réalisatrice Rohena Gera a toute la subtilité, la délicatesse et la finesse d'un film de femme : Ratna, jeune veuve vient de la campagne et est engagée comme bonne chez Aschwin, riche et déprimé. Elle est attentive, mais reste à sa place de servante et respecte la distance convenue, l'appelant Monsieur alors que l'on voit poindre leur amour... Elle le convainc de l'impossibilité de celui-ci à cause des conventions sociales : mon frère viendra me chercher et me ramènera au village... Il finit par fuir aux Etats Unis tout en lui laissant en cadeau la réalisation de son rêve : la possibilité d'entrer chez une créatrice de mode qui l'avait auparavant traitée par le mépris, « système des castes/classes obligeant ». Une dernière image nous laisse dans l'expectative pour la première fois au téléphone elle ne l'appelle plus « Monsieur » mais par son prénom Alswin ce qui laisse ouverts tous les scénarios possibles.

● BÉNÉDICTE GOUSSAULT

Passion commune : La femme aux mains jointes ou Picasso le céramiste



Jacques Marsaud nous fait partager avec beaucoup d'enthousiasme sa « carrière » de secrétaire de mairie en banlieue rouge. Lui qui a vécu toute cette période, la

décentralisation, la montée en puissance du « fait communal », sa remise en cause aussi, évoque avec une grande tendresse ces années, les rapports réels qui sous-tendent l'action publique et le fonctionnement des collectivités. Il livre au passage des regards lucides et fraternels sur quelques figures d'élus communaux, maires ou adjoints, qui ont « commandé » son parcours. Marcellin Berthelot, Patrick Braouezec, Roger Gouhier, entre autres. Deux chapitres font une incursion à la RATP dont il fut DGA et au Val-de-Marne. Comme une variante, un clin d'œil avant le retour au pays.

Si l'auteur s'en tient à une narration très factuelle, parfois anecdotique parce qu'illustrative, il effleure quelques vrais sujets. Quelle démocratie réelle dans nos collectivités locales ? Que fut, que voulut le communisme municipal ? Mais aussi la « décentralisation », la banlieue, autant de thèmes qui invitent au débat.

Le talent de conteur et portraitiste de Jacques Marsaud aide à aborder ce livre avec aisance et allant. Il ouvre sur la politique, et la gauche de transformation, dans les collectivités territoriales, une fenêtre qui complète notre compréhension des organisations et suscite interrogations et approfondissements.

● PATRICK VASSALO

Passion commune, secrétaire de mairie en banlieue rouge, 208 pages, éditions de l'Atelier, 2018, (23 €)



« La femme aux mains jointes » est une céramique de Picasso, qui fut exposée aux pénitents noirs à Aubagne en 2013 dans une remarquable exposition. Cette œuvre sert aujourd'hui d'objet dans un polar provençal que Laurette Authouard, ancienne directrice générale adjointe, chargée de la Culture, nous offre avec un certain délice. D'abord parce que l'intrigue est ficelée comme une gallinette de bonne composition. Ensuite parce qu'elle se déroule et se dénoue sur ce fond de Provence, populaire et parfois incertain, que nous aimons tant entre Aubagne, l'Estaque et Marseille. On n'échappera ni à la pègre marseillaise ni aux dessous pas toujours bien rangés des institutions culturelles. On partagera quelques figures à la gouaille locale. Sans oublier entre Garlaban et Méditerranée un pays maltraité par Gaudin et les siens. Une première œuvre qu'on dévore en rien de temps et qui en appelle d'autres.

● PATRICK VASSALO

« La femme aux mains jointes », Laurette AUTHOUARD, éditions Privat, 2018, 210 pages, (16 €)

14 JUILLET, L'ORDRE DU JOUR, LA GUERRE DES PAUVRES : ACHETEZ-LES OU VOLEZ-LES MAIS LISEZ-LES

Le désenchantement du monde a marqué tous les domaines : Politique, philo, arts... Ainsi, le récit connaît une crise profonde. Depuis le XVIII^e siècle, le roman était interpellation du monde. Puis, à part quelques cas rares, ce qui a dominé est un repli vers la sphère de l'intime. La télé-réalité en étant la caricature. La critique du monde s'est alors réfugiée dans le polar ou dans le théâtre. Comment redonner vie au récit ?

Eric Vuillard apporte sa réponse. Il n'écrit pas de roman mais des récits. Où est la différence ?

Si on lit 14 Juillet « C'est depuis la foule sans nom qu'il faut envisager les choses » écrit-il, bien avant que les Gilets Jaunes s'enflamment. Qui connaît Fournier, ou ce « Nègre » : De Lorme, ou ce petit ouvrier : Jean Rossignol ? Pourtant ils ont fait tomber la Bastille. Il reproche à Michelet de se concentrer sur les ténors qui s'arrogent le rôle de parlementaires et d'en faire des héros au détriment de ces individus anonymes qui font l'Histoire. Ce reproche n'est-il pas toujours d'actualité ? Marx disait déjà que ce sont les masses qui font l'Histoire. Chez Vuillard, elles font le récit. Et ces « représentants » sont souvent plus prompts à la concession que les intéressés et de ce fait en subissent le rejet. Ça ne vous rappelle rien ? Pour lui, la négociation est une maladie comme une autre. Avec la Guerre des pauvres, il reprend le procédé à partir des mouvements paysans des XIV^e et XVI^e siècles : les exaspérés...jaillissent un beau jour de la tête des peuples comme les fantômes sortent des murs.

Qui dit lutte de classes dit qu'on est deux. Dans « l'Ordre du Jour » (prix Goncourt 2017) le récit relate une rencontre entre Hitler, Goering et Halifax, entre Hitler et le chancelier autrichien, et dit comment Autrichiens, Britanniques et Français ont laissé faire l'Anschluss, l'essentiel étant l'anticommunisme. Il termine son livre en rappelant que Krupp, Bayer, Agfa, IG Farben, Shell, Daimler, Schneider, Siemens, Telefunken, ont fait Hitler et profité de la main d'œuvre des camps de concentration.

Eric Vuillard fait vivre ses personnages au rythme du reportage « en direct » et sa prose poétique produit de l'action une symbolique qui est celle des « petites gens » que nous sommes. Il promet : Le martyre est un piège pour ceux que l'on opprime, seule est souhaitable la victoire. Je la raconterai. Ainsi, l'Histoire croise notre présent.

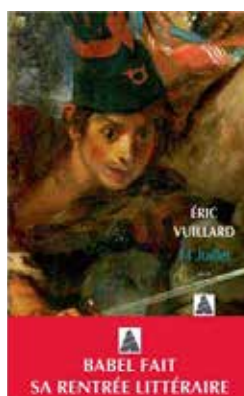
● PIERRE ZARKA

Chez Actes Sud

La guerre des
pauvres, janvier
2019, (8, 50 €)

14 juillet, août
2018 (7, 80 €)

L'ordre du jour,
mai 2017 (16 €)



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Patrick Silberstein, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, d'Alternative libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis sur la nouvelle formule cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr